Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL**
Direction du Greffe

Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

## ERRATUM

**Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé**

**CCT n° 143055/CO/332**
**du 20/10/2017**

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 1er, le point "**1.**" doit disparaître

- L'article 3, premier alinéa doit être corrigé comme suit : "Met toepassing van artikel 4, § 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, komen de partijen overeen dat het tijdskrediet met motief bedoeld in artikel 4, § 1 en § 2 kan worden genomen als volledige onderbreking, **vermindering tot een halftijdse betrekking** of als 1/5de onderbreking voor de maximale periode waarin is voorzien in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, namelijk : (...)".

- L'article 8 doit être corrigé comme suit : "Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van ~~zes~~ **drie** maanden, gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van het ~~Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector~~ **Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.**".

**Décision du**

## ERRATUM

**Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector**

**CAO nr. 143055/CO/332**
**van 20/10/2017**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 1 moet "**1.**" Geschrapt worden.

- Artikel 3, eerste lid moet als volgt verbeterd worden : "Met toepassing van artikel 4, § 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, komen de partijen overeen dat het tijdskrediet met motief bedoeld in artikel 4, § 1 en § 2 kan worden genomen als volledige onderbreking, **vermindering tot een halftijdse betrekking** of als 1/5de onderbreking voor de maximale periode waarin is voorzien in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, namelijk : (...)".

- Artikel 8 moet als volgt verbeterd worden : "Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van ~~zes~~ **drie** maanden, gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van het ~~Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector~~ **Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.**".

**Beslissing van**

01-03-2018

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2017
Regist.-Enregistr.: 28/11/2017
N°: 143055/CO/332

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 20 octobre 2017 relative au crédit-temps

Préambule.

La convention collective n° 103 signée au Conseil National du Travail le 27 juin 2012 relative au crédit-temps modifiée par la convention collective de travail 103 bis du 27 avril 2015 et la convention collective de travail 103 ter du 20 décembre 2016 prévoit un droit au crédit-temps à raison d'un certain temps et selon certaines modalités :

1. Le droit à un crédit-temps avec motif pour un maximum de 51 mois. Il est réparti parmi une ou plusieurs des raisons suivantes :

   - s'occuper d'enfants de moins de 8 ans,
   - s'occuper d'un membre de la famille ou du ménage gravement malade,
   - apporter des soins palliatifs à un membre de la famille,

   Ce droit peut être obtenu sous forme d'une réduction d'1/5 temps.

   La convention 103 prévoit la possibilité au niveau de la commission paritaire ou de l'entreprise que ce droit puisse être également obtenu sous forme de réduction à mi-temps ou d'interruption complète.

2. Le crédit-temps avec motif pour une durée de 36 mois pour se former ;

   Ce droit peut être obtenu sous forme d'une réduction d'1/5 temps.

   La convention 103 prévoit la possibilité au niveau de la commission paritaire ou de l'entreprise que ce droit puisse être également obtenu sous forme de réduction à mi-temps ou d'interruption complète.

   La durée des crédit-temps avec motifs ne peut excéder 51 mois au total.

3. Pour les personnes de 50 ans et plus, la convention collective de travail 103 prévoit la possibilité de réduire son temps de travail à raison d'1/5 temps dans les hypothèses suivantes : antérieurement, ils ont effectué un métier lourd, comme défini dans ladite convention collective de travail n° 103, pendant au moins cinq ans durant les 10 années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les 15 années précédentes

   La convention prévoit que les secteurs au niveau de la Commission paritaire ou de l'entreprise peuvent également prévoir le droit à la réduction de 1/5 temps pour toute personne âgée de 50 ans au moins comptant 28 ans de carrière.

Les membres de la Commission paritaire décident de faire usage des possibilités ouvertes par la convention collective de travail n° 103 et d'étendre les divers droits à due concurrence.

En son article 16, la convention collective de travail 103 fixe un seuil pour le droit au crédit-temps à 5 % du nombre des travailleurs. La convention collective de travail prévoit que ce seuil puisse être augmenté au niveau des secteurs comme des entreprises.

Etant attendu que les partenaires sociaux de la commission paritaire 332 ont déjà pris des dispositions analogues pour le secteur de l'accueil de l'enfance, ils décident de conclure pour les autres secteurs la convention telle que reprise ci-dessous.

Article 1.
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services qui ressortissent à la commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé à l'exception de ceux qui organisent de manière régulière la garde d'enfants de moins de 12 ans, tels que les crèches, les prégardiennats, les maisons communales d'accueil de l'enfance, les maisons d'enfants, les haltes-garderies – halte-accueil d'urgence et en accueil flexible, les services d'accueil extra-scolaire et les services de gardiennes encadrées à domicile et les services de garde à domicile d'enfants malades.

Elle s'applique quel que soit le nombre de travailleurs.

Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2
Les parties signataires se réfèrent à la convention collective de travail n°103 conclue au sein du Conseil national du travail le 27 juin 2012, et ses modifications successives (convention collective de travail 103 bis du 27 avril 2015 et convention collective de travail 103 ter du 20 décembre 2016

Article 3
En application de l'article 4 § 4 de la convention collective de travail n° 103, les parties conviennent que le crédit-temps avec motif visé à l'article 4 §§ 1 et 2 peut être pris sous forme d'interruption complète, de diminution à mi-temps ou de réduction à 1/5$^{ème}$ temps pour la période maximale prévue à l'article 4 de la convention collective de travail 103, à savoir :

51 mois pour les motifs visés à l'article 4 §1 :

- pour prendre soin de leur enfant jusqu'à l'âge de 8 ans
- pour l'octroi de soins palliatifs, tels que définis à l'article 100 bis, § 2 de la loi de redressement du 22 janvier 1985
- pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, tel que défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998
- pour l'octroi de soins prodigués à leur enfant handicapé jusqu'à l'âge de 21 ans
- pour l'assistance ou l'octroi de soins à leur enfant mineur gravement malade ou à un enfant mineur gravement malade considéré comme membre du ménage, tel que défini à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

36 mois pour les motifs visées à l'article 4 § 2

- suivre une formation correspondant à la description de la convention collective de travail 103

Avec 51 mois maximum, tout motif confondu.

Article 4
En application de l'article 8 § 3 de la convention collective de travail n° 103, les parties conviennent que tout travailleur âgé de 50 ans et plus, comptant 28 ans de carrière, répondant aux conditions prévues par la convention collective de travail 103 pour bénéficier d'une réduction de carrière de 1/5ème temps peut bénéficier d'une réduction de carrière de 1/5ème temps.

Article 5
En application de l'article 16 § 8 de la convention collective de travail n° 103 le seuil du nombre total des travailleurs dans l'entreprise bénéficiant en même temps du droit découlant de cette convention collective de travail est porté de 5 p.c. à 10 p.c. du nombre total des travailleurs occupés dans l'institution à temps plein ou à temps partiel à la date du 30 juin de l'année qui précède la demande en tenant compte des nécessités du service.

Au-delà du seuil de 5 p.c. fixé à l'article 16 de la convention collective de travail n°103, l'accord de l'employeur est toutefois requis, en fonction de critères négociés avec la délégation syndicale là où elle existe.

Article 6
La convention n° 103 de référence précitée est d'application pour tout ce qui n'est pas réglé par la présente convention pour les travailleurs bénéficiant d'un crédit-temps sur base de cette convention.

Article 7.
La présente convention abroge et remplace la convention collective de travail du 31 mai 2013 relative au crédit temps enregistrée le 26 juin 2013 sous le numéro 115713/CO/332 rendue obligatoire par arrêté royal du 26 janvier 2014 –Moniteur belgedu 22 mai 2014

Article 8
La présente convention de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Elle entre en vigueur le 1er avril 2017.

Paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige sector voor maatschappelijk welzijn en gezondheidszorg

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 2017 betreffende het tijdskrediet

PREAMBULE

De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 die werd ondertekend in de Nationale Arbeidsraad op 27 juni 2012 betreffende het tijdskrediet en werd aangepast door de collectieve arbeidsovereenkomst 103 bis van 27 april 2015 en de collectieve arbeidsovereenkomst 103 ter van 20 december 2016, voorziet in een recht op tijdskrediet a rato van een bepaalde tijd en volgens bepaalde modaliteiten:

1. Het recht op een tijdskrediet met motief voor maximum 51 maanden. Het wordt verdeeld onder één of meerdere van de volgende redenen:

   - zorg voor kind dat jonger is dan 8 jaar,
   - zorg voor gezins- of familielid dat ernstig ziek is,
   - palliatieve zorgen toedienen aan een familielid,

   Dit recht kan worden verkregen als een vermindering van de arbeidstijd met 1/5.

   Overeenkomst 103 voorziet in de mogelijkheid op het vlak van het paritair comité of van de onderneming dat dit recht ook kan worden verworven als een halftijdse of volledige onderbreking.

2. Het tijdskrediet met motief voor een duur van 36 maanden om een opleiding te volgen;

   Dit recht kan worden verkregen als een vermindering van de arbeidstijd met 1/5.

   Overeenkomst 103 voorziet in de mogelijkheid op het vlak van het paritair comité of van de onderneming dat dit recht ook kan worden verworven als een halftijdse of volledige onderbreking.

   De duur van het tijdskrediet met motief mag in totaal niet meer dan 51 uur bedragen.

3. Voor de personen van 50 jaar en ouder voorziet de collectieve arbeidsovereenkomst 103 in de mogelijkheid om hun arbeidstijd te verminderen a rato van 1/5 in de volgende veronderstellingen: voordien werd een zwaar beroep uitgeoefend zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 gedurende ten minste vijf maanden gedurende de 10 vorige jaren of gedurende ten minste zeven jaar gedurende de 15 vorige jaren.

   De overeenkomst bepaalt dat de sectoren op het vlak van het paritair comité of van de onderneming ook kunnen voorzien in het recht op een vermindering van de arbeidstijd met 1/5 voor alle personen die 50 jaar oud zijn en een loopbaan van ten minste 28 jaar hebben.

De leden van het paritair comité beslissen gebruik te maken van de mogelijkheden die de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 biedt en de verscheidene rechten aldus uit te breiden.

De collectieve arbeidsovereenkomst 103 legt in artikel 16 een drempel voor het recht op tijdskrediet vast op 5% van het aantal werknemers. De collectieve arbeidsovereenkomst bepaalt dat deze drempel kan worden verhoogd binnen de sectoren en de ondernemingen.

Daar de sociale partners van het paritair comité 332 reeds vergelijkbare maatregelen hebben genomen voor de sector van de kinderopvang, beslissen ze voor de andere sectoren de volgende overeenkomst te sluiten.

Artikel 1

1.Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige sector voor maatschappelijk welzijn en gezondheidszorg, met uitzondering van zij die op regelmatige wijze de kinderopvang van minder dan 12 jaar organiseren, zoals de crèches, de peutertuinen, de gemeentelijke kinderopvangdiensten, de kinderopvangtehuizen, de kinderbewaarplaatsen – de kinderbewaarplaatsen voor dringende en flexibele opvang, de diensten voor buitenschoolse opvang, en de diensten voor geconventioneerde kinderopvang, de diensten voor thuisopvang van zieke kinderen .

Ze is van toepassing, ongeacht het aantal werknemers.

Onder "werknemers" wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Artikel 2

De ondertekenende partijen verwijzen naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 die binnen de Nationale Arbeidsraad werd gesloten op 27 juni 2012 en de opeenvolgende wijzigingen ervan (collectieve arbeidsovereenkomst 103 bis van 27 april 2015 en de collectieve arbeidsovereenkomst 103 ter van 20 december 2016.

vermindering tot een halftijdse betrekking

Artikel 3

Met toepassing van artikel 4 § 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, komen de partijen overeen dat het tijdskrediet met motief bedoeld in artikel 4 §§ 1 en 2 kan worden genomen als volledige onderbreking, of als 1/5 onderbreking voor de maximale periode waarin is voorzien in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, namelijk:

51 maanden voor de motieven bedoeld in artikel 4 § 1:

- om voor hun kind te zorgen tot de leeftijd van 8 jaar;
- voor het verstrekken van palliatieve zorgen, zoals bepaald in artikel 100 bis, §2 van de herstelwet van 22 januari 1985;
- voor de bijstand of het verstrekken van zorgen aan een ernstig ziek gezins- of familielid , zoals bepaald in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998.
- om zorg te dragen voor hun gehandicapt kind tot de leeftijd van 21 jaar.
- ) voor het verlenen van bijstand of verzorging aan hun minderjarig zwaar ziek kind of aan een minderjarig zwaar ziek kind dat gezinslid is zoals gedefinieerd in artikel 4 van het

koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

36 maanden voor de motieven bedoeld in artikel 4 § 2.

- een opleiding volgen die overeenstemt met de beschrijving van de collectieve arbeidsovereenkomst 103.

Met een maximum van 51 maanden, ongeacht het motief.

Artikel 4
Met toepassing van artikel 8 §3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 komen de partijen overeen dat alle werknemers van 50 jaar en ouder met een loopbaan van 28 jaar die voldoen aan de voorwaarden om een vermindering van de arbeidstijd met 1/5 te genieten die zijn bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, een vermindering van de arbeidstijd met 1/5 kunnen genieten.

Artikel 5
Met toepassing van artikel 16 §8 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, wordt de drempel van het totaal aantal werknemers in de onderneming die tegelijkertijd het recht genieten dat voortvloeit uit deze collectieve arbeidsovereenkomst, van 5 pct. op 10 pct. van het totaal aantal werknemers wordt gebracht dat voltijds of deeltijdse tewerkgesteld is in de instelling op datum van 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag, rekening houdend met de noodwendigheden van de dienst.

Boven de drempel van 5 % die is bepaald in artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, is echter het akkoord vereist van de werkgever in functie van de criteria die met de vakbondsafvaardiging werden onderhandeld, indien deze bestaat.

Artikel 6
De voornoemde referentieovereenkomst nr. 103 is van toepassing voor alles wat niet geregeld is door deze overeenkomst voor de werknemers die een tijdskrediet genieten op basis van deze overeenkomst.

Artikel 7.
Deze overeenkomst schrapt en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2013 betreffende het tijdskrediet die op 26 juni 2013 werd geregistreerd onder het nummer 115713/CO/332 en die algemeen verbindend werd verklaard aan de hand van het koninklijk besluit van 26 januari 2014 – Belgisch Staatsblad van 22 mei 2014

Artikel 8
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van ~~zes~~ drie maanden, gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van het ~~Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector~~ Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

Ze treedt in werking op 1 april 2017.